

Atelier de validation d'une étude sur le réseau "Nissa Bank"



Un atelier de validation d'une étude diagnostique de la situation juridique du réseau de caisses "Nissa Bank" afin de la faire adopter par la Banque centrale de Mauritanie, s'est ouvert lundi à Nouakchott.

A cette occasion, le secrétaire général du ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille, Dr. Mohamed Ould Ely Telmoudy, a souligné que la promotion de l'accès au crédit pour lutter contre la pauvreté et améliorer les conditions de vie des femmes, constitue une des priorités de la politique du président de la République, Monsieur Mohamed Ould Abdel Aziz, visant à améliorer le niveau de vie de l'ensemble des citoyens, notamment les franges les plus fragiles. Il a ajouté que son département oeuvre, en collaboration avec la Banque Centrale de Mauritanie et l'Unicef, à favoriser l'élaboration d'un cadre juridique permettant aux femmes adhérentes au réseau des caisses "Nissa Bank" de profiter des opportunités de micro crédit auprès de ces Caisses.

Le secrétaire général a ajouté qu'un expert financier a été recruté dans ce cadre pour entreprendre une étude sur le système de

micro crédits adopté par ces caisses et présenter des propositions concrètes dans ce domaine.

Quant au représentant de l'Unicef, M. Said Nemary, il a indiqué que cet atelier est venu couronner les efforts des équipes du ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille qui se sont poursuivis des mois durant, en collaboration avec le réseau "Nissa Bank" et l'Unicef sous la supervision d'un expert chargé de mettre en place un cadre juridique pour les caisses "Nissa Bank" leur permettant d'obtenir une autorisation de la Banque centrale de Mauritanie.

Cet atelier, d'une seule journée, organisé par le ministère des Affaires sociales, de l'Enfance et de la Famille en collaboration avec l'Unicef, implique des représentantes des réseaux "Nissa Bank" des wilayas du Trarza, du Brakna, du Guidimagma, de Nouakchott et de Nouadhibou.

La réalisation de l'étude, objet de cet atelier de validation, avait duré huit mois sous la supervision d'un expert national agréé par l'Unicef à Nouakchott. ●